

Pas de répit pour les hommes du Gourbi

" Le Gourbi " de Berre l'Etang sera t-il rasé ?

Après l'échec de la procédure d'expulsion des 40 ouvriers agricoles étrangers, on s'attaque au propriétaire du terrain pour construction sans permis !



Après l'échec, le 15 novembre 2005 au TGI d'Aix-en-Provence, de son référé en expulsion des habitants du " Gourbi ", l'Etat, avec la complicité active ou passive des élus locaux, met en œuvre une procédure juridique, pour le moins originale, pour tenter de raser ce bidonville rural.

La Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Mairie de Berre l'Etang, informées de longue date des conditions indignes dans lesquelles tentent de survivre ces ouvriers, se refusent toujours à assumer leurs responsabilités en mettant en œuvre des solutions constructives.

L'enlèvement des ordures ménagères (ignoré par l' Aggloprovence et la Mairie de Berre) est géré par la section de La Ligue des Droits de l'Homme de La Fare les Oliviers grâce aux dons de particuliers et d'associations !

Les Compagnons Bâisseurs (Marseille) et Toilettes du Monde (Nyons), avec des financements de la Fondation Abbé Pierre (Paris), lassés de 4 ans de concertations stériles avec les pouvoirs publics, ont installé en 2005 douches solaires et toilettes sèches afin d'améliorer les conditions de salubrité du Gourbi.

Pourtant, au lieu de poursuivre les associations responsables de ces constructions légères et démontables installées sans permis, le Procureur de la République a décidé de s'en prendre au propriétaire pour infractions au Code de l'Urbanisme sur les chefs

" d'implantation d'une construction immobilière sans permis de construire, infraction au POS classant le terrain en zone naturelle NC, stationnement de caravanes sans autorisation. "

Ce dernier, devenu prévenu après avoir été plaignant (pour la procédure d'expulsion en novembre 2005), " bénéficie " dans les deux cas de figures, des services d'un même avocatfourni par les pouvoirs publics !

Les organisations signataires de ce communiqué dénoncent cette gabegie et le simulacre de justice destiné à évacuer le problème sans régler la question centrale du relogement incombant aux autorités.

**Audience le 9 mai à 14 h au Tribunal Correctionnel d'Aix en Provence
40 boulevard Carnot**

Organisations signataires :

Ligue des Droits de l'Homme de la Fare et d'Aix – CODETRAS (Collectif de Défense des Travailleurs Agricoles Saisonniers) – ATMF(Association des travailleurs Maghrébins de France)- Toilettes du Monde- ATTAC-Marseille- MRAP-Réseau-Droit Paysan 13- AIX SOLIDARITE- Parti Communiste Français Bouches du Rhône - CRIAAR Velaux – Confédération Paysanne du Vaucluse.